



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Premier ministre a tout faux !

Lors de la conférence de presse qu'il a organisée ce matin, Dominique de Villepin a annoncé ses propositions d'évolution du fonctionnement des services publics, de la Fonction publique.

Pour l'essentiel, il a confirmé ses choix libéraux en contradiction avec les légitimes exigences des personnels et les besoins de la population.

Validant les privatisations orchestrées par son gouvernement, il a d'ores et déjà projeté de nouvelles suppressions d'emplois pour le budget 2007. On est bien là dans le dogme du toujours moins d'Etat et du toujours moins d'intervention publique.

Sur les salaires, dossier urgent et prioritaire s'il en est, le Premier ministre n'a annoncé que des mesures parfaitement inacceptables : déplafonnement du contingent autorisé d'heures supplémentaires, rachat des jours RTT, redistribution de 50 % « des économies salariales » liées aux réductions d'effectifs pour les fonctionnaires en poste... On nous propose donc d'accepter des reculs sociaux en contrepartie de fausses augmentations des traitements.

Le reste des déclarations de Dominique de Villepin relève principalement des effets d'annonce.

Qu'on ne compte pas sur la CGT pour négocier sur de telles bases !

Tant sur les effectifs que sur les missions, ou encore sur les salaires, la situation appelle des orientations radicalement différentes que celles mises en avant par le Premier ministre.

Décidemment, plus que jamais, l'heure est à l'intervention massive des salariés, des citoyens, pour imposer d'autres choix, porteurs de progrès pour tous.

Montreuil, le 27 octobre 2005